

**Art. 2.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 200 (2004-2005). Nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 december 2008.*

*Bespreking - Stemmingen.*

---

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4497

[2008/204512]

#### 5 DECEMBRE 2008. — Décret portant création de la société anonyme de droit public "Le Circuit de Spa-Francorchamps" (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle des matières visées par l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé, sous la dénomination "Le Circuit de Spa-Francorchamps", ci-après dénommée "la société", une personne morale de droit public ayant pour objet l'organisation et la promotion, sous toutes ses formes, de tout type d'activités sur le site du Circuit de Spa-Francorchamps ou lié à celui-ci.

Elle assure la gestion, l'entretien, l'amélioration et le développement du Circuit de Spa-Francorchamps en vue de favoriser la croissance de l'économie régionale.

§ 2. Dans cette perspective, elle peut également acquérir des immeubles en vue de leur mise en location ou de leur mise à disposition sous quelque forme que ce soit au profit de toute personne de droit public ou de droit privé.

Elle peut constituer toute société filiale ou participer au capital de toute autre société ayant un objet analogue ou connexe au sien.

Elle peut accomplir toutes les opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut contracter des emprunts avec l'autorisation du Gouvernement wallon, accepter des libéralités, recevoir des subventions des pouvoirs publics et poursuivre en son nom, moyennant autorisation du Gouvernement wallon, des expropriations pour cause d'utilité publique.

**Art. 3.** La société emprunte la forme de société anonyme. Le siège social de la société est situé en Région wallonne. Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, elle est régie par le Code des sociétés.

Les projets de décisions de l'assemblée générale portant sur une modification des statuts sont soumis à l'avis préalable des deux commissaires du Gouvernement wallon visés à l'article 11.

Les statuts de la société ainsi que leurs modifications sont adoptés par l'assemblée générale et soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

La société ne peut être mise en liquidation ou dissoute que par décret.

**Art. 4.** La société peut avoir pour actionnaires :

1° la Région wallonne;

2° toute autre personne de droit public, dont notamment les provinces, les communes et les intercommunales;

3° toute personne de droit privé.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le montant du capital social de la société est de cent mille (100.000) euros et est entièrement libéré.

Les actions sont nominatives.

§ 2. Le capital est en tout temps détenu majoritairement par l'actionnaire désigné à l'article 4, 1<sup>o</sup>.

§ 3. La société peut émettre des obligations.

**Art. 6.** Le conseil d'administration est composé de minimum douze membres et de maximum dix-huit membres, nommés par l'assemblée générale.

La majorité des administrateurs doit représenter la Région wallonne et est désignée sur proposition du Gouvernement wallon. Ils ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale que moyennant accord du Gouvernement wallon.

La SA SOGEPA est administrateur de droit de la société.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de cinq ans et leur mandat est renouvelable.

Le président du conseil d'administration est nommé par le conseil d'administration sur proposition du Gouvernement wallon, parmi les administrateurs proposés par le Gouvernement wallon.

Sauf dérogation statutaire prévoyant une majorité qualifiée, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de parité de voix au sein du conseil d'administration, celle du président est prépondérante.

Le conseil d'administration peut confier à un ou plusieurs de ses membres une fonction spéciale qu'il détermine.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élit un Comité exécutif. Il est chargé d'instruire les dossiers à soumettre au Conseil d'administration et de mettre en œuvre ses décisions.

Outre le directeur général et la SOGEPA, le Comité exécutif se compose de cinq membres, choisis parmi les membres du conseil d'administration, sur avis conforme du Gouvernement wallon, dont le président et le(s) administrateur(s) chargé(s) d'une fonction spéciale.

**Art. 8.** La gestion journalière de la société est confiée au directeur général.

**Art. 9.** Un contrat de gestion est conclu entre la Région wallonne et la société dans un délai de six mois après publication des statuts au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** La situation financière de la société, ses comptes et la régularité des opérations au regard du décret, des statuts et du Code des sociétés, sont vérifiés par un commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les émoluments du commissaire aux comptes sont fixés dans la décision qui le désigne. Il rédige chaque année un rapport écrit et circonstancié conforme à l'article 144 du Code des sociétés.

**Art. 11.** La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention de deux commissaires qu'il désigne.

La rémunération des commissaires est à charge de la société.

Les Commissaires participent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

**Art. 12.** Le lien entre la société et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

**Art. 13.** Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier.

**Art. 14.** En application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement, par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, de demandeurs d'emploi inoccupés, la société est considérée comme établissement public dépendant du Gouvernement wallon.

Toutefois, par dérogation à l'article 16, alinéa 2, du décret précité, le nombre de points que peut utiliser la société est fixé à dix (10) points par poste de travail.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 862 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 décembre 2008.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4497

[2008/204512]

**5. DEZEMBER 2008 — Dekret zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft  
"Le Circuit de Spa-Francorchamps"**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret regelt in Art. 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheiten.

**Art. 2** - § 1. Unter der Bezeichnung "Le Circuit de Spa-Francorchamps", nachstehend "die Gesellschaft" genannt, wird eine juristische Person öffentlichen Rechts gegründet, deren Zweck in der Organisation und Förderung, in jeder Form, aller Arten von Aktivitäten am Standort der Rennstrecke von Francorchamps oder in Verbindung mit dieser Rennstrecke besteht.

Sie gewährleistet die Verwaltung, Instandhaltung, Verbesserung und Entwicklung der Rennstrecke von Spa-Francorchamps mit dem Ziel, das Wachstum der regionalen Wirtschaft zu fördern.

§ 2. In dieser Hinsicht kann sie ebenfalls Immobiliengüter erwerben, um sie zu vermieten oder in irgend einer Form zugunsten jeder öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Person zur Verfügung zu stellen.

Sie kann ebenfalls Tochtergesellschaften gründen oder sich am Kapital jeder anderen Gesellschaft beteiligen, deren Zweck ihrem eigenen Zweck ähnlich oder mit ihm verknüpft ist.

Sie kann industrielle, kaufmännische, finanzielle, Mobilien- und Immobiliengeschäfte aller Art durchführen, die direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind.

Sie kann mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung Anleihen aufnehmen, Schenkungen annehmen, Zuschüsse der Behörden erhalten und mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung in ihrem Namen Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit vornehmen.

**Art. 3** - Die Gesellschaft wird als Aktiengesellschaft gegründet. Ihr Gesellschaftssitz befindet sich in der Wallonischen Region. Mit Ausnahme der sich aus den Bestimmungen vorliegenden Dekrets ergebenden Abweichungen unterliegt sie dem Gesetzbuch über die Gesellschaften.

Die Entwürfe von Beschlüssen der Generalversammlung, die eine Änderung der Satzungen betreffen, unterliegen dem vorherigen Gutachten der beiden in Artikel 11 erwähnten Kommissare der Wallonischen Regierung.

Die Satzungen der Gesellschaft sowie ihre Abänderungen werden von der Generalversammlung angenommen und unterliegen der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

Die Gesellschaft kann nur durch ein Dekret liquidiert oder aufgelöst werden.

**Art. 4** - Können Teilhaber der Gesellschaft sein:

1° die Wallonische Region;

2° jede andere öffentlich-rechtliche Person, worunter insbesondere die Provinzen, Gemeinden und Interkommunalen;

3° jede Person privaten Rechts.

**Art. 5** - § 1. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf hunderttausend (100.000) Euro und wird völlig eingezahlt.

Bei den Anteilen handelt es sich um Namensaktien.

§ 2. Die Mehrheit im Gesellschaftskapital wird von dem in Artikel 4, 1° genannten Aktionär gehalten.

§ 3. Die Gesellschaft kann Schuldverschreibungen ausgeben.

**Art. 6** - Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens zwölf und höchstens achtzehn Mitgliedern, die von der Generalversammlung ernannt werden.

Die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss die Wallonische Region vertreten und wird auf Vorschlag der Wallonischen Regierung bestimmt. Sie dürfen nur mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung von der Generalversammlung abberufen werden.

Die SA SOGEPa ist von Rechts wegen Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt; ihr Mandat kann erneuert werden.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird von Verwaltungsrat auf Vorschlag der Wallonischen Regierung unter den von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen Verwaltungsratsmitgliedern ernannt.

Unter Vorbehalt einer statutarischen Ausnahmeregelung, durch die eine qualifizierte Mehrheit vorgesehen wird, werden die Beschlüsse des Verwaltungsrats mit der einfachen Mehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren seiner Mitglieder eine von ihm bestimmte besondere Aufgabe anvertrauen.

**Art. 7** - Der Verwaltungsrat wählt sich einen Exekutivausschuss aus. Dieser wird mit der Untersuchung der Akten, die dem Verwaltungsrat zu unterbreiten sind, und mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt.

Neben dem Generaldirektor und der SOGEPa besteht der Exekutivausschuss aus fünf Mitgliedern, die unter den Mitgliedern des Verwaltungsrats nach Zustimmung der Wallonischen Regierung gewählt werden, unter denen sich der Vorsitzende und die mit einer besonderen Aufgabe beauftragten Verwaltungsratsmitglieder befinden.

**Art. 8** - Die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft wird dem Generaldirektor anvertraut.

**Art. 9** - Zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft wird binnen 6 Monaten nach der Veröffentlichung der Satzungen im *Belgischen Staatsblatt* ein Geschäftsführungsvertrag geschlossen.

**Art. 10** - Die Finanzlage der Gesellschaft, ihre Bücher und die Richtigkeit der Buchungen im Hinblick auf das Dekret, die Satzungen und das Gesetzbuch über die Gesellschaften werden von einem Rechnungsprüfer geprüft, der von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren bestimmt wird.

Die Bezüge des Rechnungsprüfers werden in dem Beschluss, durch den er bestimmt wird, festgelegt. Der Rechnungsprüfer verfasst jedes Jahr einen schriftlichen, ausführlichen Bericht in Übereinstimmung mit Artikel 144 des Gesetzbuches über die Gesellschaften.

**Art. 11** - Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung, die durch Vermittlung zweier durch sie bezeichneter Kommissare ausgeübt wird.

Die Entlohnung der Kommissare geht zu Lasten der Gesellschaft.

Die Kommissare wohnen ebenfalls den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei.

**Art. 12** - Das Verhältnis zwischen der Gesellschaft und ihren Personalmitgliedern ist vertraglicher Art.

**Art. 13** - Das dem Gesellschaftsvermögen entsprechende Katastereinkommen wird vom Immobiliensteuervorabzug freigestellt.

**Art. 14** - In Anwendung von Artikel 2 § 1 2° des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors gilt die Gesellschaft als der Wallonischen Regierung untergeordnete öffentliche Einrichtung.

In Abweichung von Artikel 16 Absatz 2 des vorgenannten Dekrets wird die Anzahl Punkte, die die Gesellschaft beanspruchen kann, jedoch auf zehn (10) pro Arbeitsstelle festgelegt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
Note

—————  
(1) *Sitzung 2008-2009.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 862 (2008-2009). Nrn. 1 bis 5.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2008

Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4497

[2008/204512]

**5 DECEMBER 2008. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Le Circuit de Spa-Francorchamps"**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2. § 1.** Er wordt onder de benaming "Le Circuit de Spa-Francorchamps", hierna "de vennootschap" genoemd, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht met als doel de organisatie en de bevordering, in alle vormen, van elk type activiteiten op de locatie van het circuit van Spa-Francorchamps of eraan verbonden.

Ze zorgt voor het beheer, het onderhoud, de verbetering en de ontwikkeling van het circuit van Spa-Francorchamps met het oog op het bewerken van de groei van de gewestelijke economie.

§ 2. Met dit doel voor ogen kan ze eveneens onroerende goederen aankopen om ze in welke vorm ook te verhuren of ter beschikking te stellen van elke publiek- of privaatrechtelijke persoon.

Ze kan elke dochtermaatschappij oprichten of een deel nemen in het kapitaal van elke andere vennootschap met een doel dat gelijksoortig aan het hare of verwant met het hare is.

Ze kan alle verrichtingen van allerlei aard, industriële, commerciële, financiële, roerende of onroerende, uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks aan haar maatschappelijk doel gekoppeld zijn.

Ze kan leningen aangaan met de machtiging van de Waalse Regering, giften aanvaarden, subsidies krijgen van overheden en in eigen naam, middels de machtiging van de Waalse Regering, onteigeningen van openbaar nut verrichten.

**Art. 3.** De vennootschap neemt de vorm van een naamloze vennootschap aan. De bedrijfszetel van de vennootschap is in het Waalse Gewest gelegen. Behoudens afwijkingen voortvloeiende uit de bepalingen van dit decreet valt ze onder het Wetboek van vennootschappen.

De ontwerpbeslissingen van de algemene vergaderingen die betrekking hebben op een wijziging van de statuten worden voorafgaandelijk ter advies voorgelegd aan de twee commissarissen van de Waalse Regering waarvan sprake in artikel 11.

De statuten van de vennootschap en de wijzigingen ervan worden aangenomen door de algemene vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Regering.

De vennootschap kan enkel bij decreet vereffend of ontbonden worden.

**Art. 4.** De vennootschap kan als aandeelhouders hebben :

1° het Waalse Gewest;

2° elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon, waaronder onder meer de Provincies, de Gemeenten en de Intercommunales;

3° elke privaatrechtelijke persoon.

**Art. 5. § 1.** Het bedrag van de het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap is honderdduizend (100.000) euro en is volledig volgestort.

De aandelen zijn op naam.

§ 2. Het kapitaal is te allen tijde voor de meerderheid in handen van de aandeelhouder aangewezen in artikel 4, 1°.

§ 3. De vennootschap kan obligaties uitgeven.

**Art. 6.** De raad van bestuur bestaat minstens uit twaalf leden en hoogstens uit achttien leden, benoemd door de algemene vergadering.

De meerderheid van de bestuurders moet het Waalse Gewest vertegenwoordigen en wordt op de voordracht van de Waalse Regering aangewezen. Ze mogen door de algemene vergadering enkel herroepen worden mits instemming van de Waalse Regering.

De SA SOGEPA is bestuurder van rechtswege van de vennootschap.

De bestuurders worden benoemd voor een termijn van vijf jaar en hun mandaat is verlengbaar.

De voorzitter van de raad van bestuur wordt benoemd door de raad van bestuur op de voordracht van de Waalse Regering onder de bestuurders voorgedragen door de Waalse Regering.

Behoudens statutaire afwijking waarbij in een gekwalificeerde meerderheid wordt voorzien, worden de beslissingen van de Raad van bestuur bij eenvoudige meerderheid genomen. Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De raad van bestuur kan een door hem bepaalde bijzondere functie toekennen aan één of meerdere leden ervan.

**Art. 7.** De Raad van bestuur kiest een uitvoerend comité. Hij is belast met de behandeling van de dossiers die voorgelegd moeten worden aan de raad van bestuur en diens beslissingen ten uitvoer brengen.

Naast de directeur-generaal en de SOGEPA bestaat het uitvoerend comité uit vijf leden gekozen uit de leden van de raad van bestuur na eensluidend advies van de Waalse Regering, onder welke de voorzitter en de bestuurder(s) belast met een bijzondere functie.

**Art. 8.** Het dagelijks bestuur van de maatschappij wordt aan de directeur-generaal toevertrouwd.

**Art. 9.** Er wordt een beheerscontract gesloten tussen het Waalse Gewest en de vennootschap binnen een termijn van zes maanden na bekendmaking van de statuten in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De financiële toestand van de vennootschap, haar rekeningen en de regelmatigheid van haar verrichtingen ten opzichte van het decreet, de statuten en het Wetboek van vennootschappen worden geverifieerd door een accountant aangewezen door de algemene vergadering uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De emolumenten van de accountant worden bepaald in de beslissing waarbij hij aangewezen wordt. Hij stelt jaarlijks een schriftelijk en omstandig verslag op overeenkomstig artikel 144 van het Wetboek van vennootschappen.

**Art. 11.** De vennootschap is onderworpen aan de controlebevoegdheid van de Regering, die uitgeoefend wordt door toedoen van twee door haar aangewezen commissarissen.

De vergoeding van de commissarissen is ten laste van de vennootschap.

De commissarissen wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

**Art. 12.** Het verband tussen de vennootschap en de leden van haar personeel is van contractuele aard.

**Art. 13.** Het kadastraal inkomen van de goederen van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

**Art. 14.** Overeenkomstig artikel 2, § 1, 2° van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt de vennootschap beschouwd als een openbare instelling die van de Waalse Regering afhangt.

In afwijking van artikel 16, lid 2, van voornoemd decreet wordt het aantal punten dat de vennootschap mag gebruiken evenwel vastgesteld op tien (10) punten per arbeidspost.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

*Stukken van het Waalse Parlement*, 512 (2006-2007). Nrs. 1 tot 5,  
*Volledig verslag*, openbare vergadering van 3 december 2008.

Bespreking - Stemmingen

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4498

[2008/204513]

5 DECEMBRE 2008

### Décret modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, remplacé par l'article 3 du décret du 27 mars 2003, les mots "25,00 euros" sont remplacés par les mots "0 euro".

**Art. 2.** A l'article 6 de la même loi, modifié par l'article 7 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Les montants des redevances radio et télévision sont adaptés" sont remplacés par les mots "Le montant de la redevance télévision est adapté";

2° à l'alinéa 2, les mots "les montants des redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "le montant de la redevance télévision".

**Art. 3.** L'article 8 de la même loi, modifié par l'article 9 du décret du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Lorsque la détention d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision débute dans le courant de la période visée à l'article 7, les redevances radio et télévision fixées aux articles 2, 3 et 4 sont dues pour la période qui débute le 1<sup>er</sup> du mois au cours duquel la détention a été entamée, jusqu'au début de la période suivante visée à l'article 7. Elles sont dues au prorata du nombre de mois restant à courir à partir du mois au cours duquel la détention a été entamée jusqu'au début de la période suivante visée à l'article 7, par rapport au nombre de douze mois que comprend une période complète. »

**Art. 4.** A l'article 9 de la même loi, modifié par l'article 10 du décret du 27 mars 2003, le § 1<sup>er</sup> est supprimé.

**Art. 5.** A l'article 10 de la même loi, modifié par l'article 11 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots "Le détenteur déjà inscrit qui n'a pas reçu d'invitation à payer un mois après la date de début de la période" sont remplacés par les mots "Le détenteur déjà inscrit qui n'a pas reçu d'invitation à payer la redevance télévision à l'expiration du mois suivant celui de début de la période";

2° au § 3, les mots "les redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "la redevance télévision".

**Art. 6.** A l'article 13 de la même loi, remplacé par l'article 14 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque loue des appareils de télévision doit payer la redevance télévision visée à l'article 3 pour chaque appareil qu'il détient en vue d'une location. »;